

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

7 septembre 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code pénal
en ce qui concerne la destruction
ou la dégradation de tombeaux, monuments,
objets d'art, titres, documents
ou autres papiers**

(déposée par Mme Katleen Bury et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

7 september 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Strafwetboek
wat betreft het vernielen
of beschadigen van graven, monumenten,
kunstvoorwerpen, titels, bescheiden
of andere papieren**

(ingediend door mevrouw Katleen Bury c.s.)

RÉSUMÉ

À l'heure actuelle, la destruction ou la dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, etc. n'est punie que d'un emprisonnement de huit jours à un an. Cette proposition de loi vise à porter la peine qui se rapporte à ce délit à un emprisonnement de six mois à trois ans.

SAMENVATTING

Momenteel stelt de strafwet dat hij die graven, monumenten, kunstvoorwerpen en dergelijke vernielt of beschadigt, slechts bestraft wordt met een gevangenisstraf van 8 dagen tot een jaar. Dit wetsvoorstel beoogt het optrekken van de strafmaat naar zes maanden tot drie jaar.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Ces derniers temps, des statues ont été délibérément détruites partout dans le monde libre. Chez nous, ce sont les statues de Léopold II qui étaient visées, tandis qu'en Grande-Bretagne (à Bristol), une statue vieille de près de 150 ans représentant le député conservateur du XVII^e siècle mais aussi marchand d'esclaves, Edward Colston, a été poussée dans les eaux de l'Avon.

La destruction de statues pour effacer l'histoire et/ou une culture n'est pas un phénomène nouveau. Peu après l'assassinat du cruel empereur romain Caligula, toutes ses statues ont été détruites ou enlevées. Plus récemment, nous songeons aux terroristes de l'État islamique qui ont détruit le célèbre complexe du temple de Baalshamin à Palmyre – un acte qualifié de crime de guerre par l'UNESCO. La destruction de statues pour effacer l'histoire est donc un phénomène bien connu.

La fin dramatique de la statue de Colston ou le vandalisme perpétré contre les statues de Léopold II démontrent le caractère éphémère de la gloire. Une génération place un personnage sur un piédestal, la génération suivante la déboulonne tout aussi facilement pour la jeter dans les poubelles de l'histoire. Même une statue de Winston Churchill – qui, selon un sondage réalisé par la BBC auprès de la population britannique, a été présenté comme “le plus grand Britannique” de tous les temps – ce qui s'explique bien sûr principalement par la victoire qu'il remporta sur l'Allemagne nationale-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale – a été vandalisée lors d'une manifestation du mouvement *Black Lives Matter* pour cause de prétendu “racisme”.

Ce phénomène s'explique par l'évolution que subissent les normes au fil des siècles. À l'époque où le patriotisme avait encore cours aux Pays-Bas, Jan Pieterszoon Coen était considéré comme un héros ayant contribué à la grandeur de la République au XVII^e siècle. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui voient en lui un conquérant cruel, un génocidaire qui a fait massacrer la quasi-totalité de la population des îles Banda dans l'actuelle Indonésie. Sa statue trône toujours à Hoorn, mais elle est désormais assortie d'une plaque qui révèle au public la cruauté du personnage.

La destruction de statues ne permet pas de modifier le passé. En revanche, la contextualisation de certains personnages ou aspects de l'histoire peut avoir un effet éducatif. Une autre question est évidemment de savoir

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Overall in het vrije Westen worden de jongste tijd moedwillig standbeelden vernield. In dit land moesten beelden van Leopold II er aan geloven, in Groot-Brittannië (Bristol) werd een bijna 150 jaar oud beeld van het 17^e eeuwse Tory-parlements lid maar ook slavenhandelaar, Edward Colston, de rivier de Avon in geduwd.

Het vernielen van beelden om de geschiedenis en/of cultuur uit te wissen is niet nieuw. Kort nadat de wrede Romeinse Keizer Caligula werd vermoord, werden alle beelden van hem vernield of weggehaald. Recenter denken we aan de terroristen van Islamitische Staat die het bekende tempelcomplex van Baal-Shamin in Palmyra vernielden – een daad die door de UNESCO werd bestempeld als een oorlogsmisdad. Het vernielen van beelden om de geschiedenis uit te wissen is dus een gekend fenomeen.

Het dramatische einde van het standbeeld van Colston of het vandalisme tegen de beelden van Leopold II bewijzen de vergankelijkheid van roem. De ene generatie plaatst iemand op een voetstuk, een toekomstige generatie haalt iemand er weer net zo makkelijk vanaf en werpt hem op de vuilnishoop van de geschiedenis. Zelfs een standbeeld van Winston Churchill – die nochtans op basis van een peiling door de BBC onder de Britse bevolking werd gepresenteerd als “de Grootste Brit”, uiteraard vooral wegens zijn overwinning op nationaalsozialistisch Duitsland in de Tweede Wereldoorlog – werd tijdens een *Black Lives Matter*-betoging gevandaliseerd wegens vermeend “racisme”.

Het heeft alles te maken met veranderende normen door de eeuwen heen. In een tijd van patriotisme gold Jan Pieterszoon Coen in Nederland als een held die de Republiek in de zeventiende eeuw hielp groot maken. Tegenwoordig zien velen hem als een wrede veroveraar, een massamoordenaar die bijna de hele bevolking van de Banda-eilanden in het tegenwoordige Indonesië liet doden. Zijn standbeeld in Hoorn staat er nog, zij het inmiddels voorzien van een plaquette waarop Coens wreedheid niet langer wordt verbloemd.

Het vernielen van beelden verandert de geschiedenis echter niet. Het “duiden” van bepaalde figuren of aspecten uit die geschiedenis daarentegen kan wél een educatief effect hebben. Of het fair is zulke historische

s'il est équitable de juger ces personnages historiques à l'aune des normes qui sont les nôtres aujourd'hui.

Quelle que soit la vision que l'on a de la société, la vandalisation ou la destruction de statues n'a strictement aucun sens. Qui plus est, la destruction du patrimoine – quel que soit ce patrimoine et quelle que soit la connotation dont il est assorti – ne peut en aucun cas être abandonnée à une populace qui prend prétexte des mouvements de protestation qui secouent les États-Unis pour saccager ou graffiter des statues qui ornent nos rues depuis des décennies. Les manifestants et les vandales ne se distinguent du reste généralement pas par une connaissance démesurée de l'histoire. C'est ainsi qu'en Écosse, une statue de Robert Bruce, un roi du XIV^e siècle, a été taguée par des vandales avec les slogans "roi raciste" et "BLM". Des graffitis avaient également été apposés sur le socle de la statue: "*Robert was a racist – bring down the statue*".

Dans notre pays, ce sont d'abord surtout les statues de Léopold II qui ont été visées, en raison des exactions commises au Congo. Dans les villes d'Anvers, de Louvain et de Mons, les statues de Léopold II avaient déjà été retirées après avoir été vandalisées. Une statue du souverain a notamment été enlevée de la bibliothèque centrale de l'université de la KU Leuven. À Ostende, Gand, Tervuren et Bruxelles, les statues de Léopold II ont également été la proie de vandales. La statue de Léopold II, qui a été vandalisée à plusieurs reprises ces dernières semaines à Ekeren, a elle aussi été enlevée. En outre, à Ostende, Gand, Tervuren et Bruxelles, des statues de Léopold II ont également été taguées.

En attendant, la furie iconoclaste continue à s'étendre, y compris dans notre pays. Une pétition anonyme pour la démolition de monuments a été lancée sur Internet. Entre-temps, de nombreux monuments ont également été détériorés et tagués en Flandre. Une statue du roi Baudouin a été recouverte de peinture. À Zottegem, des actes de vandalisme ont été commis sur les statues de Jules César et de Saint Antoine de Padoue. Derrière la chapelle de Saint-Antoine, toutes les statues ont été décapitées. Une statue de l'ancien premier ministre Wilfried Martens a également été recouverte de peinture.

Au lieu de s'insurger contre cette évolution inquiétante qui vise notre patrimoine, certains politiques se rallient aux iconoclastes. Les communes flamandes devraient recevoir prochainement un "manuel" du ministre de l'intégration, Bart Somers, pour entamer un débat à propos des statues ou des noms de rue "contestés". Apparemment, le ministre a même déjà recruté plusieurs experts à cette fin. L'intention est "de fournir un contexte et des arguments, et de proposer différentes solutions: on

figures te beoordelen met de maatstaven van nu is dan weer een ander vraagstuk.

Hoe men het ook draait of keert, het vandaliseren of vernielen van beelden is dus totaal zinloos. Meer nog: het vernielen van erfgoed – wat dit erfgoed ook moge zijn, en welke connotatie het zou kunnen oproepen – is alvast geen taak van het straatgepeupel dat Amerikaanse protesten misbruikt om elders, zoals in dit land, decennia oude beelden te vernielen of besmeuren. Niet dat de betogers en vandalen daarbij vaak gehinderd worden door een overdreven kennis van de geschiedenis. In Schotland werd bijvoorbeeld een standbeeld van de 14^e-eeuwse Schotse koning Robert the Bruce beklad door vandalen met de slogan "*racist king*" en "*BLM*". Onder het standbeeld was ook graffiti aangebracht: "*Robert was a racist bring down the statue*".

In eigen land werden aanvankelijk vooral standbeelden van Leopold II gevisieerd omwille van diens wanpraktijken in Congo. In de steden Antwerpen, Leuven en Bergen werden standbeelden van Leopold II al verwijderd na vandalisme. Onder meer uit de centrale universiteitsbibliotheek van de KU Leuven werd een beeld van de vorst verwijderd. Ook in Oostende, Gent, Tervuren en Brussel werden beelden van Leopold II het slachtoffer van vandalisme. Ook in Ekeren is het standbeeld van Leopold II, dat de voorbije weken verschillende keren werd gevandaliseerd, weggehaald. Daarenboven werden ook in Oostende, Gent, Tervuren en Brussel beelden van Leopold II beklad.

Ondertussen grijpt de beeldenstorm echter ook in ons land verder om zich heen. Op internet werd anoniem een petitie gestart voor het slopen van monumenten. Inmiddels werden ook in Vlaanderen al tal van monumenten beschadigd en beklad. Een standbeeld van Koning Boudewijn werd met verf overgoten. In Zottegem werd vandalisme gepleegd op standbeelden van Julius Caesar en de Heilige Antonius van Padua. Achter de kapel van de Heilige Antonius werden alle beelden onthoofd. Ook een standbeeld van voormalig premier Wilfried Martens werd beklad met verf.

In plaats van tegengas te geven tegen deze verontrustende ontwikkeling waarbij ons erfgoed wordt gevisieerd, springen bepaalde politici op de kar van de beeldenstorm. De Vlaamse gemeenten zouden van minister van Inburgering Bart Somers een "handleiding" ontvangen om de discussie over "gecontesteerde" beelden of straatnamen te voeren. Daarvoor werden door de minister blijkbaar zelfs al enkele experts aangetrokken. De bedoeling is om "context en argumenten te bieden,

peut détruire une statue, mais on peut aussi la déplacer dans un cadre muséal” (traduction).

En s’attaquant à notre patrimoine, les auteurs de ces actes portent également atteinte à l’histoire de notre civilisation occidentale. Chaque monument reflète l’esprit d’une époque déterminée. Les personnes qui ont accompli de grandes choses ont souvent des côtés moins reluisants. Dégrader, enlever ou démolir des monuments sous prétexte qu’ils “heurteraient” certaines personnes ou certains groupes n’est certainement pas une solution. Si l’on agit de la sorte, il ne restera pratiquement plus aucune statue.

Force est du reste de constater que de nombreuses églises chrétiennes d’Europe occidentale ont été incendiées ces dernières années. Le ministère français de l’Intérieur a déclaré dans un communiqué de presse qu’en 2018, 1 063 actes antichrétiens avaient été signalés en France, contre 1 038 en 2017. Cela signifie que 2 101 incidents ont été rapportés officiellement au cours de ces deux années, soit une moyenne de près de trois actes antichrétiens signalés par jour. Le gouvernement français considère que “chacun de ces actes est une atteinte aux valeurs de la République et un coup grave porté aux libertés de tous les Français”.

Nous rejetons dès lors totalement cette atteinte culturomarxiste à notre identité et à notre histoire. L’histoire ne peut pas et ne doit pas être effacée. L’enlèvement de statues est une forme de manipulation de notre patrimoine et de notre histoire. Force est du reste de constater que la campagne dont les monuments en question sont la cible est stimulée par un mouvement militant bien organisé qui défend des points de vue extrémistes et bénéficie il est vrai d’un certain soutien au sein des médias et de l’*establishment* politique, mais pas au sein de la majorité de la population.

Nous sommes dès lors fermement opposés à la vandalisation, à l’enlèvement ou à la destruction de statues. Nous estimons qu’il serait préférable d’assortir les statues de panneaux explicatifs et de continuer à développer un enseignement de l’histoire à la fois objectif et de bonne qualité.

La destruction ou la vandalisation de statues porte atteinte non seulement à la propriété (publique ou non), mais aussi à notre histoire et à notre culture; il s’indique donc de prévoir des peines adéquates en la matière.

en verschillende oplossingen aan te reiken: een beeld kan vernietigd worden, maar ook verplaatst naar een museale setting”.

De aanvallen op ons erfgoed zijn evenzeer aanvallen op onze westerse geschiedenis. Elk monument kadert in een bepaalde tijdsgeest. Veel personen die grootse daden hebben verricht, hebben anderzijds ook hun minder fraaie kanten. Monumenten beschadigen, verwijderen of slopen omdat ze bepaalde personen of groepen zogenaamd zouden “kwetsen” is allerm minst een oplossing. Op die manier zouden we nauwelijks nog een standbeeld overhouden.

Wij stellen ook vast dat de jongste jaren heel wat christelijke kerken in West-Europa in brand werden en worden gestoken. In een persbericht verklaarde het Franse ministerie van binnenlandse zaken dat er in 2018, 1 063 gevallen van zogenaamd antichristelijke daden werden gemeld in Frankrijk. In 2017 was het aantal 1 038. Dat betekent dat er de laatste twee jaar officieel 2 101 incidenten zijn gemeld. Gemiddeld komt het erop neer dat er bijna drie gevallen van antichristelijke daden werden gemeld per dag. “*Chacun de ces actes est une atteinte aux valeurs de la République et un coup grave porté aux libertés de tous les Français*”, aldus de Franse regering.

Wij wijzen deze cultuurmarxistische aanval op onze identiteit en geschiedenis dan ook totaal af. De geschiedenis kan en mag niet worden weggegomd. Standbeelden verwijderen manipuleert ons erfgoed en onze geschiedenis. Overigens dient vastgesteld dat de hetze tegen de betreffende monumenten wordt aangevuurd door een goed georganiseerde activistische beweging met extreme standpunten die weliswaar een zekere steun geniet binnen de media en het politieke establishment, maar geenszins van een meerderheid van de bevolking.

De indieners kanten zich dan ook scherp tegen het vandaliseren, verwijderen of vernielen van standbeelden en verkiezen dat standbeelden eerder worden geduid met plakaten die toelichting geven en dat er verder werk wordt gemaakt van degelijk en objectief geschiedenisonderwijs.

Aangezien het vernielen of vandaliseren van standbeelden niet louter het vernielen of vandaliseren van eigendom (al dan niet van overheidseigendom) is, maar dus ook een aanval inhoudt op onze geschiedenis en cultuur, zijn wij van oordeel dat daar ook gepaste straffen dienen tegenover te staan.

À l'heure actuelle, la loi punit d'un emprisonnement de 8 jours à un an seulement quiconque détruit ou dégrade des tombeaux, des monuments, des objets d'art, etc. La présente proposition de loi vise à prévoir en l'espèce une peine de six mois à trois ans.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article modifie le Code pénal et plus précisément la Section III – De la destruction ou dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art, titres, documents ou autres papiers de ce Code en son article 526. Il relève le taux de la peine en remplaçant l'emprisonnement de huit jours à un an actuellement prévu par un emprisonnement de six mois à trois ans. Cette disposition traite de la destruction ou de la dégradation de monuments, de statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation.

Art. 3

Cet article distrait la destruction et la dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art, titres, documents ou autres papiers du champ d'application de la loi relative aux sanctions administratives communales. En effet, les infractions à l'article 526 du Code pénal ne doivent plus être prises à la légère, eu égard à leur gravité.

Art. 4

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur au premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit la publication de la loi au *Moniteur belge*.

Momenteel stelt de strafwet dat hij die graven, monumenten, kunstvoorwerpen etc. vernielt of beschadigt, slechts bestraft wordt met een gevangenisstraf van 8 dagen tot een jaar. Dit wetsvoorstel beoogt het optrekken van de straf naar zes maanden tot drie jaar.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel wijzigt het Strafwetboek, en meer bepaald Afdeling III – Vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen, titels, bescheiden of andere papieren, artikel 526. Het brengt de strafmaat van acht dagen tot een jaar naar zes maanden tot drie jaar. Dit artikel behandelt de vernieling of beschadiging van monumenten, standbeelden en andere voorwerpen die tot algemeen nut of tot openbare versiering bestemd zijn en door de bevoegde overheid of met haar machtiging zijn opgericht.

Art. 3

Dit artikel haalt de vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen, titels, bescheiden of andere papieren uit de zgn. GAS-wet aangezien de ernst van de inbreuk niet langer rechtvaardigt dat er lichtzinnig wordt opgetreden tegen inbreuken op art. 526 Sw.

Art. 4

Dit artikel bepaalt de datum van de inwerkingtreding en legt deze vast op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Katleen BURY (VB)
 Marijke DILLEN (VB)
 Barbara PAS (VB)
 Tom VAN GRIEKEN (VB)
 Reccino VAN LOMMEL (VB)
 Dries VAN LANGENHOVE (VB)
 Ortwin DEPOORTERE (VB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 526 du Code pénal, les mots "d'un emprisonnement de huit jours à un an" sont remplacés par les mots "d'un emprisonnement de six mois à trois ans".

Art. 3

Dans l'article 3, 2°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2018, les mots "526," sont abrogés.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

22 juin 2020

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 526 van het Strafwetboek worden de woorden "Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar" vervangen door de woorden "Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar".

Art. 3

In artikel 3, 2°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2018, worden de woorden "526," opgeheven.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

22 juni 2020

Katleen BURY (VB)
 Marijke DILLEN (VB)
 Barbara PAS (VB)
 Tom VAN GRIEKEN (VB)
 Reccino VAN LOMMEL (VB)
 Dries VAN LANGENHOVE (VB)
 Ortwin DEPOORTERE (VB)